

Le conseil du territoire PARIS TERRES D'ENVOL

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 51
Excusés : 17
Absents : 12

REUNION DU 13 DECEMBRE 2021

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an DEUX MILLE VINGT-ET-UN, le LUNDI TREIZE DECEMBRE à VINGT HEURES, le conseil de territoire, dûment convoqué le SEPT DECEMBRE DEUX MILLE VINGT-ET-UN, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Pierre Peugeot 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de Monsieur Bruno BESCHIZZA.

ETAIENT PRESENTS	M. ASENSI François, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BELOUCHAT Rachid, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. CANNAROZZO Frank, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, M. DACHIVILLE Romain, Mme DE CARVALHO Virginie, M. EL KOURADI Fouad, M. GEFFROY Philippe, M. GESELL Quentin, M. GUYON Olivier, M. HAN Bo, Mme JAOUANI Amel, Mme LAGARDE Aude, M. LAGARDE Jean-Christophe, Mme LAGNEAU Muriel, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme MABCHOUR Najet, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, M. MEIGNEN Thierry, Mme MEKKI Chérifa, Mme MENDES Odette, Mme MEYER Karine, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MOULINNEUF Serge, Mme PERRON Christine, M. PRUNIER Gérard, M. RAMADIER Alain, M. RANQUET Jean-Philippe, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, M. SIBY Oussouf, M. TURBIAN Julien, M. VAZ Micaël, Mme VERTE Monique, Mme YERRO Georges-Marie, Mme YOUSSEF Mélissa, M. ZANGRILLI François.
EXCUSES	Mme BENAMMOUR Mériem, M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme BOUTHORS Jacqueline, Mme BRAIHIM Marwa, M. CAHENZLI Denis, M. CARRE Julien, Mme COLLET Marie-Claude, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme DUBOE Nicole, M. FERREIRA Lino, Mme HERSEMEULE Carmen, M. LAPORTE Pierre, M. LASTAPIS Michel, M. MARAN Max, M. MORIN Sébastien, Mme PINHEIRO Amélie, Mme VALLETON Martine,
AYANT DONNE POUVOIR A	M. BAILLON Jean-François, M. BESCHIZZA Bruno, Mme LAGNEAU Muriel, M. BLANCHET Stéphane, Mme MAROUN Séverine, Mme LEFEVRE Bénédicte, M. GESELL Quentin, Mme BELMOUDEN Fatima, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme MABCHOUR Najet, M. VAZ Micaël, M. GUYON Olivier, M. ZANGRILLI François, Mme VERTE Monique, M. CHAUSSAT Jacques, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, Mme PERRON Christine,
ABSENTS	Mme ABDELLAOUI Leïla, Mme ADLANI Farida, M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHAVAROC Grégory, Mme DA COSTA Marie-Lyne, M. DESRUMAUX Denis, Mme FAOUZI Hanane, M. JIAR Youssef, Mme KHATIM Karima, M. SAULIERE Gilles.
SECRETAIRE DE SEANCE	M. Stéphane BLANCHET

DELIBERATION N°146 – TRANSPORTS - APPROBATION DE LA CONVENTION DE FINANCEMENT RELATIVE AU DOSSIER D'OBJECTIF ET CARACTERISTIQUES PRINCIPALES (DOCP), A LA CONCERTATION, AU SCHEMA DE PRINCIPE (SDP) ET A L'ENQUETE PUBLIQUE DU PROJET DE POLE MULTIMODAL DU BOURGET-DRANCY

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de Madame Sabrina MISSOUR,

- Vu** le code des transports,
- Vu** le code général des collectivités territoriales,
- Vu** le code de l'environnement,
- Vu** le code de l'expropriation,
- Vu** le code de la commande publique, notamment le livre IV de la deuxième partie intégrant les dispositions de la loi n° 85-704 modifiée du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dite loi MOP,
- Vu** la loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 modifiée d'orientation sur les transports intérieurs,
- Vu** le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Ile-de-France (SDRIF) ;
- Vu** le décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement,
- Vu** la délibération du conseil régional d'Ile-de-France n°CR 37-14 du 19 juin 2014 relative au rapport-cadre pour l'actualisation du plan d'action régional en faveur de la mobilité durable,
- Vu** la délibération n°CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le contrat de plan État-région (CPER) 2015-2020 signé le 9 juillet 2015, révisé par avenant portant notamment sur le volet mobilité multimodale approuvé par délibération du conseil régional d'Ile-de-France n° CR 123-16 du 15 décembre 2016,
- Vu** le protocole Etat-région correspondant à la mise en œuvre du plan de mobilisation pour les transports sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris, signé le 19 juillet 2013,
- Vu** la délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens,

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20211221-146-13-12-2021-DE
Date de télétransmission : 21/12/2021
Date de réception préfecture : 21/12/2021

Vu la délibération du conseil régional n° CR 2021-55 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier, adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016 modifiée,

Vu la délibération de la commission permanente du 19 novembre 2021 du conseil régional approuvant la présente convention,

Vu la délibération n139 du conseil territorial du 13 décembre 2021, portant sur l'évolution de la compétence de l'EPT en matière de transport.

Considérant que le pôle du Bourget RER va être impacté par de nombreux projet de transport et de développement urbains qui viendront amplifier une fréquentation déjà élevée.

Considérant les conclusions de l'étude de pôle lancée en 2016, identifiant 2 phases d'aménagement : une première phase développée à l'horizon de la mise en service de la gare du Grand Paris Express, une seconde phase mise en œuvre à l'horizon du prolongement du T11.

Considérant la décision du comité de pilotage du 20 mai 2021, d'inscrire le pôle d'échange multimodal du Bourget-Drancy au contrat de plan Etat-Région (CPER), compte-tenu des enjeux de désenclavement du secteur sud des voies ferrées de la gare étudiés et exposés par la ville de Drancy.

Considérant que l'inscription de cette étude de pôle au CPER nécessite préalablement la mise en place d'une gouvernance adaptée permettant de construire un projet d'ensemble partagé avec l'ensemble des acteurs et disposant d'une évaluation financière précise.

Considérant qu'Ile-de-France Mobilités assurera le pilotage de l'étude du pôle du Bourget Drancy, sur un périmètre situé au sud de la gare du Bourget RER (les études du projet de pôle au Nord de la gare étant poursuivies par la SPL en lien avec la mise en service de la gare du Grand Paris Express) et porteront sur l'élaboration du dossier d'objectifs et de caractéristiques principales, l'organisation d'une phase de concertation préalable, la constitution du Schéma de Principe.

Considérant que l'Etat et la Région ont donné leur accord pour financer les études du pôle du Bourget Drancy dans le cadre du CPER et que le financement cumulé atteint 75 % du montant global de l'étude estimé à 880 000 € HT.

Considérant que le lancement de ces études est conditionné au co-financement de l'EPT Paris Terres d'Envol à hauteur de 25 % soit 220 000 € HT.

Après en avoir délibéré :

- **Approuve** l'engagement de l'étude de Pôle d'échanges multimodal Le Bourget-Drancy : études DOCP, concertation, schéma de principe et enquête publique.
- **Approuve** la convention de financement qui fixe le montant de participation de l'EPT à hauteur de 220 000 € HT pour la période 2022-2024.
- **Autorise** le Président à signer ladite convention et tous les documents nécessaires à son exécution.

Adopté à l'unanimité

 Le président
Bruno BESCHIZZA